

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1906.

Proposition de loi revisant les lois sur les pensions militaires.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi de 1838 sur les pensions militaires a fait à maintes reprises, dans les deux Chambres, l'objet de critiques malheureusement trop justifiées. Il a été démontré que non seulement le Département de la Guerre n'a pas voulu s'inspirer de l'esprit qui l'a dictée, mais qu'il l'a rendue moins acceptable encore en en faussant l'application.

L'article 8 de cette loi décide qu' « une pension viagère sera accordée pour blessures ou infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire :

« 1° Pour l'officier, si elles le mettent hors d'état de pouvoir servir activement et lui ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service ;

» 2° Pour les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, si elles les mettent hors d'état de servir et de pourvoir à leur subsistance. »

Antérieurement il existait des pensions provisoires. La loi de 1838 les supprime et les remplace par des pensions de retraite. L'article 37 édicte :

« Tous règlements, arrêtés, décrets et lois antérieurs, tant sur les droits et titres auxquels sont et peuvent être accordées les pensions militaires que sur la fixation de ces pensions, sont et demeurent abrogés. »

Malgré ces prescriptions formelles, le Département de la Guerre a rétabli les pensions provisoires pour de nombreux cas d'affections incurables. L'intéressé est obligé de se représenter à la visite tous les ans, et son absence à une seule de ces visites, même après dix, quinze ou vingt ans de jouissance de la pension provisoire, même en cas d'aggravation de l'infirmité, le fait impitoyablement rayer de la liste des pensionnés provisoires. S'il introduit ensuite une réclamation fortement appuyée, on lui accorde un secours renouvelable

considérablement inférieur à sa pension primitive, et au bout de peu de temps ce secours lui-même est supprimé.

On objecte que les intérêts du Trésor exigent de grandes précautions pour éviter la fraude et que c'est le but de la pension provisoire. Cette objection ne tient pas, car cette pension n'est accordée qu'après la constatation faite par toute une série de médecins, ensuite de longs mois — parfois d'années — d'hôpital militaire, que le cas est incurable. Et pour justifier ces pensions provisoires, le Ministre de la Guerre, répondant, le 14 juillet 1903, à une de nos questions, s'en référait à une instruction ministérielle de 1833, abrogée par la loi de 1838! Mis en demeure de s'expliquer sur ce point, il s'y refusa, le 22 juillet.

Le taux de la pension est insuffisant pour permettre à un homme de vivre, encore moins de soutenir une famille : bon nombre sont de 274 francs. Or, s'il est constaté que l'infirme se livre à un travail quelconque pour augmenter ses ressources, ne fût-ce que de quelques centimes par jour, on lui supprime immédiatement sa pension. C'est l'application littérale du 2^e de l'article 8, mais c'est en contradiction absolue avec les déclarations faites lors de la discussion de la loi.

Enfin, il suffit que le médecin chargé de la visite soit mal disposé ou de mauvaise humeur pour qu'une série de pensions soient supprimées, et l'appel est illusoire.

A la suite d'injustices criantes dévoilées dans ces dernières années, la Chambre a vivement protesté. A plusieurs reprises la Section centrale a posé au Ministre de la Guerre des questions qu'il a esquivées; il a été mis en demeure de déposer un projet de loi remédiant à cet état de choses inhumain.

La Chambre était prête à voter à l'unanimité des crédits supplémentaires pour accorder à ces malheureux des secours plus considérables. Le Ministre les a refusés, déclarant qu'il n'en avait pas besoin et que le crédit affecté aux secours avait été presque triplé en dix ans. Il oubliait de dire que la majoration de ce crédit avait été obtenue par la suppression injustifiée d'un grand nombre de pensions provisoires.

Pour apaiser les réclamations, on pensionna définitivement un certain nombre de pensionnés provisoires; mais cette fois encore, — ainsi que le prouve la comparaison faite à la Cour des comptes des états de paiements de pensions de 1903, 1904, 1905, avec ceux qui sont de beaucoup antérieurs, — on agit avec l'arbitraire le plus absolu. On pensionna définitivement des militaires atteints d'infirmités relativement peu graves; on laissa à la pension provisoire ou au secours renouvelable des militaires déclarés depuis de longues années atteints d'une infirmité actuellement équivalente à la perte de l'usage d'un membre.

La preuve de tout ce qui est avancé ici sera faite pendant la discussion.

Le 2 juillet 1897, l'honorable M. Vandenpeereboom, Ministre de la Guerre, promit d'appliquer aux blessés en service les principes admis au chemin de fer : le Département de la Guerre n'en tint nul compte.

Le 7 août 1901, le général Cousebant d'Alkemade déclara que « malheureusement il était lié par la loi, mais qu'il espérait que lorsque la loi sur les

accidents du travail viendrait en discussion, les militaires victimes d'accidents ne seraient pas oubliés ».

Le 13 décembre 1901, un amendement proposant l'assurance des soldats blessés fut aussi renvoyé à cette loi, et les honorables MM. de Trooz, Woeste, Hymans et Huysmans, reconnaissant que des lacunes existaient dans la loi sur les pensions, proposèrent et firent adopter l'ajournement de la question dans son entier jusqu'à la discussion de la loi sur les incapacités de travail, ou d'un projet spécial si la loi sur les incapacités de travail était reconnue étrangère à cet objet.

Le 19 juin 1903, le Ministre de la Guerre, après nous avoir déclaré que « jamais on ne retire une pension, que toute pension accordée à un militaire lui reste acquise jusqu'à la mort » — les pièces officielles prouvent que c'est inexact, — reconnut qu'il y avait « évidemment quelque chose à faire ». L'honorable M. Delvaux rappela qu'il y avait trois ans qu'il en parlait dans son rapport; plusieurs membres, tant catholiques que libéraux et socialistes, confirmèrent l'exactitude des plaintes renouvelées chaque année, et le général Cousebant dit textuellement : « Je pense qu'il conviendrait, avant de faire des propositions à la Législature, d'attendre le vote de la loi sur les accidents du travail; il y a connexité entre les deux objets, et il conviendra de s'inspirer tout d'abord des décisions du Parlement. Je ne veux pas prendre actuellement position dans cette question, mais je dis qu'un projet de loi sera soumis aux Chambres. »

Il y a deux ans et demi que cet engagement formel a été pris; la loi sur les accidents du travail est votée depuis longtemps et le Département de la Guerre n'a pas encore trouvé le temps d'élaborer un projet dont la nécessité a été reconnue à la Chambre depuis plus de vingt ans. Car, à côté de l'injustice criante de secours supprimés à des malheureux que le service militaire a rendus impotents et mis pour toute leur vie à la charge de la bienfaisance publique ou des âmes charitables, nous introduisons dans notre proposition d'autres réformes reconnues indispensables, telles que le relèvement du taux de la pension, tant pour les officiers que pour les autres militaires, — y compris naturellement les gendarmes, puisque ce sont aussi des militaires, — la création d'une caisse de pensions pour les veuves de militaires de grade inférieur, la modification des règles appliquées pour les pensions de veuves d'officiers.

En ce qui concerne ce dernier point, nous croyons nécessaire d'attirer l'attention sur ce qui se pratique actuellement.

Tous les officiers sont obligés de contribuer à la caisse des veuves et orphelins, mais ce sont uniquement les veuves d'officiers dont le mariage a été autorisé par le Gouvernement qui bénéficient des versements faits par tous. Or, des conditions draconiennes sont mises au mariage des officiers, et le général Cousebant a déclaré officiellement à la Chambre qu'il les trouvait excellentes et n'y changerait rien. Si le Gouvernement ne veut rien faire sur ce terrain, l'initiative parlementaire devra y pourvoir.

Les officiers, de grades inférieurs tout au moins, pour la plupart, ne jouissent pendant leur carrière que de traitements qui ne leur permettent pas de réaliser la moindre économie. Bien souvent, quand l'heure de la pension

sonne pour eux, ils ont à faire honneur à des obligations, qu'ils ont dû contracter pour faire face à la position sociale qu'ils occupaient : tenues coûteuses, rang à observer en raison de leur grade. Ils sont alors mis à la retraite avec une pension trop minime pour les besoins de notre époque.

Bien des officiers, étant pensionnés, ont à cœur de régulariser la situation d'une femme de leur choix, mais qui, malheureusement, quoique étant de la meilleure bourgeoisie, n'a pu verser la dot réglementaire. Pendant plus de vingt-cinq ans, ces hommes ont été soumis à des retenues mensuelles au profit de la caisse des veuves et des orphelins, et à leur mort ils laissent les leurs sans ressources. Avec leur pension minime et obligés cependant de tenir un certain rang, comment pourraient-ils arriver à économiser assez pour qu'après eux leurs veuves ou leurs enfants ne doivent pas tendre la main ? La moindre indisposition les affole, craignant l'indigence pour les leurs.

Nous tenons à le reconnaître : la proposition de loi ci-jointe n'est pas notre œuvre personnelle. Elle a été élaborée en grande partie par la Fédération nationale des anciens militaires (Fédération de Laveleye), à la suite de longues études entre les intéressés, et envoyée à la Chambre à l'appui d'une pétition sur laquelle nous avons eu l'honneur de faire rapport. Nous nous sommes contenté après discussion contradictoire d'en modifier ou compléter certaines parties et nous pensons qu'elle pourra encore être améliorée dans le cours de la discussion.

Etant données les promesses formelles du Ministre de la Guerre, nous espérions qu'il aurait eu à cœur d'améliorer une situation reconnue par lui-même malheureuse. Il a reçu le texte de la proposition de loi de la Fédération.

Devant son abstention obstinée, nous avons cru devoir agir, et nous avons déposé notre proposition de loi. Mais, afin de laisser au Ministre l'honneur d'un projet de cette espèce, nous avons attendu pour déposer nos développements le dernier délai toléré par le règlement de la Chambre, soit un mois. Si le Gouvernement avait entretemps déposé un projet répondant dans ses grandes lignes aux desiderata formulés si souvent dans cette Chambre, nous nous serions effacé et aurions laissé tomber notre proposition en laissant passer le délai fatal.

Bien plus, l'extrait ci-dessous du rapport de M. Delvaux sur le Budget de 1906, qui nous parvient au moment de donner le bon à tirer, montre que le Département de la Guerre, mis au pied du mur par la Section centrale, accepte enfin de déposer un amendement pour augmenter les sommes dont il dispose en faveur de familles de tués en service et des infirmes, mais il ajourne encore sans date le dépôt d'un projet.

Voici ce qu'écrit l'honorable rapporteur :

« Une autre question qui prend rang immédiatement à côté du souci de la défense nationale est l'obligation qui incombe au Département de la Guerre de réparer le préjudice qu'un accident, survenu au cours du service militaire, entraîne pour la victime ou pour la famille, si la victime a succombé.

» A diverses reprises, la Section centrale et son rapporteur soussigné

ont insisté, de la façon la plus pressante, pour que ce douloureux problème reçût une solution.

» Rien n'est plus pénible et en même temps plus fâcheux pour l'appréciation des familles à l'égard du service militaire, que de voir un de ces infortunés, qu'un accident de caserne ou d'exercice a mis hors d'état d'assurer sa subsistance, vivant péniblement à l'aide de secours insuffisants.

» Depuis que la loi du 24 décembre 1903 a proclamé, d'une manière générale, le droit de l'ouvrier à une réparation forfaitaire, la situation des victimes d'accidents militaires est devenue une injustifiable exception.

» Sans doute, l'initiative parlementaire peut mettre un terme à cette situation, et elle y sera vraisemblablement amenée; mais il eût paru préférable, pour l'élaboration du projet de loi lui-même, que celle-ci fût assise sur les renseignements précis et nombreux que possède le Département.

» La Section centrale a voulu, cette année encore, témoigner de son vif désir d'obtenir une solution, et elle a posé à ce sujet la question suivante à M. le Ministre de la Guerre :

Question.

» Le Département de la Guerre ne se propose-t-il pas de déposer un projet de loi, ou, tout au moins, de majorer les crédits, en vue d'assurer aux victimes, ou, éventuellement, aux familles des victimes d'accidents survenus au cours du service militaire, une indemnité correspondant à celle qu'alloue la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail?

» D'ores et déjà, M. le Ministre ne pourrait-il augmenter de 25,000 francs (somme non limitative) le littéra D de l'article 32 et y prévoir le cas de mort résultant d'accidents? »

Réponse.

» Ainsi que je l'ai déclaré, le 8 mars 1905, au cours de la discussion du Budget de la Guerre pour 1905, ce projet, actuellement à l'examen, exige des études très sérieuses et entraîne des conséquences budgétaires qui nécessitent une entente avec le Département des Finances. Il n'est pas encore possible de fixer l'époque à laquelle un projet de loi sera déposé.

» Les secours accordés aux parents des militaires tués dans l'exercice de leurs fonctions, ou morts des suites de blessures ou d'affections contractées à l'occasion du service, sont imputés à charge du chapitre IX, article 32, littéra C, du Budget.

» Un amendement augmentant cet article de la somme de 25,000 francs sera déposé. »

Le Ministre n'a pas voulu dégager sa parole; nul ne pourra donc nous reprocher d'avoir usé de notre initiative parlementaire.

H. COLFS.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

La loi du 24 mai 1838 est modifiée ainsi qu'il suit :

A. ART. 8. — Dans les cas moins graves, les blessures ou infirmités ne donneront droit à l'obtention de la pension que sous les conditions suivantes :

Aux militaires de tous grades ou assimilés, que si elles les mettent hors d'état de servir activement et leur ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service actif.

B. ART. 12. — La fixation du taux des pensions pour ancienneté de service se fera : Pour les officiers, pour chaque année de service, à partir de l'âge de 18 ans, à raison d'un soixantième de la moyenne du traitement dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années; pour les militaires n'ayant pas grade d'officier, le taux de la pension ne sera pas inférieur à :

1,000 francs pour les sous-officiers;

800 francs pour les caporaux et brigadiers;

600 francs pour les soldats,
pour quarante années de service.

Cependant, les militaires ou membres de l'armée revêtus, effectivement ou par assimilation, du grade de sous-officier, pourront obtenir la pension après vingt ans de service sur la base de 25 francs pour chaque année de service.

C. Les articles 13, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 sont abrogés.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

De wet van 24 Mei 1838 wordt gewijzigd als volgt :

A. ART. 8. — In de min ernstige gevallen, geven de wonden of gebrekkelikheden slechts recht tot het bekomen van pensioen onder de volgende voorwaarden :

Aan de militairen van elken graad of daarmee gelijkgesteld, voor zooveel zij hen buiten staat stellen werkelijken dienst te doen en hun de mogelijkheid ontnemen later nog tot den werkelijken dienst terug te keeren.

B. ART. 12. — Het bedrag van de pensioenen berekend naar de dienstjaren wordt aldus bepaald :

Voor de officieren, voor elk dienstjaar, te rekenen van den leeftijd van 18 jaren, op den voet van een zestigste van het gemiddeld bedrag der jaarwedde door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren ;

Voor de militairen die den rang van officier niet hebben, zal het bedrag van het pensioen niet zijn :

Beneden de 1,000 frank voor de onder-officieren ;

Beneden de 800 frank voor de korporaals en brigadiers ;

Beneden de 600 frank voor de soldaten, wegens 40 jaren dienst.

Echter kunnen de militairen of leden van het leger, die werkelijk den graad van onderofficier hebben of daarmee gelijkgesteld zijn, het pensioen na twintig jaren dienst bekomen op den voet van 25 frank voor elk dienstjaar.

C. De artikelen 13, 16, 17, 18, 19, 20 en 21 worden ingetrokken.

D. ART. 22. — La pension pour cause de blessures ou infirmités provenant du service et par le fait du service sera toujours réglée sur le traitement affecté au grade que l'intéressé occupait, après qu'une commission médicale mixte, composée en égales parties de médecins civils et militaires, sous la présidence d'un officier supérieur, aura reconnu le bien fondé des droits revendiqués.

Le taux en sera fixé comme suit :

1° Pour les officiers, au quart de leur traitement augmenté d'un soixantième de celui-ci pour chaque année de service;

2° Pour les sous-officiers fr. 1,200	} minimum.
3° Pour les caporaux et brigadiers . . . 1,000	
4° Pour les soldats . . . 800	

Au cas où la pension serait accordée pour accidents ou infirmités graves (amputation de membres, cécité ou perte de l'usage de membres), les taux fixés aux §§ 1 à 4 ci-dessus seront augmentés comme suit :

1° Pour les officiers : de façon à leur accorder les $\frac{3}{4}$ de leur traitement;

2° Pour les militaires de grades inférieurs :

a) Sous-officiers, 1600 francs; b) caporaux et brigadiers, 1200 francs; c) soldats, 1,000 francs minimum.

Aucune pension ne pourra dépasser 7,500 francs.

Au cas où il serait prouvé que l'intéressé se serait volontairement blessé ou exposé à la blessure ou infirmité dans le but d'obtenir la pension, non seulement il ne l'obtiendra pas, mais il subira encore une punition qu'un règlement spécial déterminera selon la gravité du cas.

E. ART. 22^{bis}. — Dans le cas où l'intéressé se croirait lésé dans ses droits, il sera autorisé à en appeler devant le tribunal compétent.

D. ART. 22. — Het pensioen wegens wonden of gebrekkelijkheden voortkomende van den dienst en door den dienst zal altijd worden geregeld naar de jaarwedde toegerekend aan den graad dien de belanghebbende had, nadat eene gemengde geneeskundige Commissie, samengesteld uit een gelijk getal burgerlijke en militaire geneesheeren, onder voorzitterschap van een hoofdofficier, de gegrondheid der gevorderde rechten heeft erkend.

Het bedrag daarvan wordt vastgesteld als volgt :

1° Voor de officieren, het vierde van hunne jaarwedde, verhoogd met een zestigste daarvan voor elk dienstjaar;

2° Voor de onderofficieren fr. 1,200	} minimum.
3° Voor de korporaals en brigadiers . . . 1,000	
4° Voor de soldaten . . . 800	

Ingeval het pensioen zou worden verleend voor zware ongevallen of gebrekkelijkheden (afzetting van een lichaamsdeel, blindheid of verlies van 't gebruik van lichaamsdeelen), wordt het bedrag, in bovenstaande §§ 1 tot 4 bepaald, verhoogd als volgt :

1° Voor de officieren : op zoodanige wijze, dat hun de $\frac{3}{4}$ van hunne jaarwedde worden toegekend;

2° Voor de militairen van lagere graden :

a) Onderofficieren, 1,600 frank; b) korporaals en brigadiers, 1,200 frank; c) soldaten, 1,000 frank minimum.

Geen pensioen mag 7,500 frank te boven gaan.

Ingeval het werd bewezen, dat de belanghebbende zich vrijwillig heeft gewond of zich aan de wonde of gebrekkelijkheid heeft blootgesteld met het doel pensioen te bekomen, zal hij het pensioen niet bekomen en daarenboven nog ondergaan eene straf, bij bijzondere verordening te bepalen volgens de zwaarwichtigheid van het geval.

E. ART. 22^{bis}. — Ingeval de belanghebbende zich in zijne rechten gekrenkt zou achten, zal hij worden gemachtigd zich in beroep te voorzien bij de bevoegde rechtbank.

F. ART. 23. — Les pensions viagères des veuves de militaires morts au service et les secours annuels temporaires accordés collectivement aux orphelins de ces militaires, bien que réglés conformément à la loi du 14 mars 1880, pourront être augmentées par des versements que, de leur vivant, les intéressés auraient pu effectuer à l'une des caisses instituées par la loi du 21 juillet 1844, à celle des veuves d'officiers ou à celle qui est créée par l'article 5.

G. ART. 26. — Ajouter : Ces arrêtés sont insérés textuellement dans le *Journal militaire officiel*.

H. ART. 28. — Le cumul des pensions militaires ainsi que celui des pensions militaires avec d'autres pensions ou traitements payés par l'État est interdit.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° Le traitement et la pension qui, réunis, n'excèdent pas 1,500 francs ;

2° Les pensions qui, réunies, n'excèdent pas 1,000 francs.

I. ART. 28^{bis}. — Les militaires pensionnés à qui leur état de santé permettrait d'occuper un emploi civil rétribué par l'État devront, s'ils acceptent cet emploi, opter pour le traitement ou pour la pension.

L'option pour le traitement n'aura d'autre effet que de suspendre la jouissance de la pension aussi longtemps qu'ils toucheront le traitement.

Dans tous les cas, les derniers services seront ajoutés aux précédents pour faire opérer éventuellement une nouvelle liquidation de pension, et ceux qui auront opté pour le traitement continueront à être affiliés à la caisse des veuves et orphelins militaires.

J. ART. 28^{ter}. — Tout militaire quittant l'armée, par démission ou autrement, pourra conserver à sa femme et à ses enfants mineurs leurs droits éventuels à la pension en souscrivant l'engagement, dans les six mois

F. ART. 23. — De levenslange pensioenen der weduwen van in den dienst gestorven militairen en de tijdelijke jaarlijkse onderstandsgelden, aan de weezen dier militairen gezamenlijk verleend, kunnen, alhoewel overeenkomstig de wet van 14 Maart 1880 geregeld, worden verhoogd door stortingen die de belanghebbenden tijdens hun leven mochten hebben gedaan in ééne van de kassen ingesteld bij de wet van 21 Juli 1844, in die der weduwen van officieren of in die ingesteld bij artikel 3.

G. ART. 26. — Daaraan toe te voegen : Deze besluiten worden om de drie maanden opgenomen in het *Journal militaire officiel*.

H. ART. 28. — Het is verboden verscheidene militaire pensioenen alsmede militaire en andere door den Staat betaalde pensioenen of jaarwedden gelijktijdig te genieten.

Van de voorgaande bepalingen zijn uitgesloten :

1° De jaarwedde en het pensioen die, te zamen, 1,500 frank niet te boven gaan ;

2° De pensioenen die, te zamen, 1,000 frank niet te boven gaan.

I. ART. 28^{bis}. — De gepensioneerde militairen, aan wie hun gezondheidstoestand zou toelaten eene door den Staat bezoldigde burgerlijke betrekking waar te nemen, moeten, wanneer zij die betrekking aannemen, verklaren wat zij verkiezen : de jaarwedde of het pensioen.

Geven zij de voorkeur aan de jaarwedde, dan heeft dat alleen voor gevolg, dat het genot van het pensioen zal worden opgeschort zoolang zij de jaarwedde trekken.

In elk geval worden de laatste diensten bij de voorgaande gevoegd om, bij voorkomend geval, eene nieuwe pensioensregeling te doen vaststellen en zij, die zich voor de jaarwedde verklaarden, blijven aangesloten bij de kas der militaire weduwen en weezen.

J. ART. 28^{ter}. — Elke militair die het leger verlaat, tengevolge van ontslagneming of anderszins, kan voor zijne vrouw en minderjarige kinderen hun eventueel recht op pensioen behouden door, binnen de zes

qui suivront son départ, de continuer les versements à la caisse et en opérant ces versements.

ART. 2.

Les statuts de la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée seront modifiés en leur article 3, en vue de permettre aux officiers qui se marient après leur mise à la retraite de participer à cette caisse, même si la fiancée n'a pas constitué la dot requise des officiers en activité.

ART. 3.

Dans le but de venir en aide d'une façon plus efficace aux militaires en dessous du grade d'officier devenus temporairement infirmes au service et qui ne se trouvent pas dans les conditions prescrites pour obtenir la pension, sans toutefois s'être risqués volontairement aux blessures ou infirmités, une caisse spéciale sera instituée au Département de la Guerre, qui en aura la direction administrative.

Cette caisse sera alimentée par une retenue minime à opérer sur la rémunération et par les intérêts provenant de l'actif disponible à la caisse de remplacement.

ART. 4.

La pension provisoire d'un an est et reste abrogée. La situation des militaires auxquels cette pension a été supprimée sera régularisée par l'octroi d'une indemnité équivalant au montant de la pension non perçue et d'une pension viagère, s'il est constaté par la commission médicale mixte que les blessures ou infirmités qui avaient motivé l'allocation de la pension perdurent.

maanden die op zijn vertrek volgen, de verbintenis aan te gaan de stortingen in de kas voort te zetten en door deze stortingen te doen.

ART. 2.

Artikel 3 van de statuten der Kas voor de weduwen en weezen van de officieren des legers zal worden gewijzigd ten einde aan de officieren, die in den echt treden nadat zij op pensioen zijn gesteld, toe te laten deel te hebben aan deze Kas, zelfs wanneer de bruid niet heeft gestort den bruidschal vereischt voor de officieren in werkelijken dienst.

ART. 3.

Met het inzicht doelmatiger hulp te verleen aan de militairen beneden den graad van officier, die tijdelijk gebrekkelijk zijn geworden in dienst en niet voldoen aan de vereischten tot het bekomen van het pensioen, zonder zich nochtans vrijwillig te hebben blootgesteld aan wonden of gebrekkelijkheden, wordt eene bijzondere kas ingesteld bij het Ministerie van Oorlog, dat daarover het beheer zal hebben.

Deze kas wordt in stand gehouden door eene geringe afhouding op de vergelding en door de interesten voortkomende van het beschikbaar actief bij de kas van plaatsvervang.

ART. 4.

Het voorloopig pensioen van één jaar is en blijft afgeschaft. De toestand van de militairen, aan wie dat pensioen werd onttrokken, zal worden geëffend door eene vergoeding gelijkstaande met het bedrag van het niet ontvangen pensioen en door hun het levenslang pensioen toe te kennen, indien het door de gemengde geneeskundige commissie wordt vastgesteld dat de wonden of gebrekkelijkheden, die het toekennen van het pensioen rechtvaardigden, blijven voortduren.

ART. 5.

Cette revision produira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1907, et le Budget de la Dette publique sera augmenté de la somme nécessaire à son exécution.

ART. 6.

Les lois des 9 avril 1841, 25 février 1842, 9 mars 1863, 23 mai 1888 et 2 juillet 1896 sont abrogées.

ART. 7.

Les articles 2 et 3 de la loi de 1840 sont abrogés.

ART. 8.

Toutes les pensions militaires actuellement existantes seront revisées en conformité avec la présente loi.

ART. 9.

Les règlements, arrêtés et instructions actuellement en vigueur seront revus et corrigés dans le sens des modifications ci-dessus indiquées.

ART. 5.

Die herziening zal hare uitwerking hebben van 1 Januari 1907 af en de Begrooting der Openbare schuld zal worden verhoogd met de voor hare uitvoering noodige som.

ART. 6.

De wetten van 9 April 1841, 25 Februari 1842, 9 Maart 1863, 25 Mei 1888 en 2 Juli 1896 worden afgeschaft.

ART. 7.

De artikelen 2 en 3 der wet van 1840 worden ingetrokken.

ART. 8.

Al de thans bestaande militaire pensioenen zullen overeenkomstig deze wet worden herzien.

ART. 9.

De thans van kracht zijnde verordeningen, besluiten en onderrichtingen zullen worden herzien en verbeterd in den zin van de wijzigingen hierboven.

H. COLPS.

J. MAENHAUT.

LÉON MABILLE.

A. LEFEBVRE.

ALPHONSE GRAVIS.

THIENPONT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 FEBRUARI 1906.

Wetsvoorstel tot herziening van de wetten op de militaire pensioenen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaaldelijk werden in beide Kamers maar al te zeer gegronde bezwaren ingebracht tegen de wet van 1838 op de militaire pensioenen. Niet alleen wilde het Departement van Oorlog zich niet gedragen aan het beginsel waarvan zij uitging, het paste de wet ook verkeerd toe en maakte ze aldus nog minder aannemelijk. Dat alles werd bewezen.

Artikel 8 dier wet bepaalt dat « een levenslang pensioen wordt verleend wegens wonden of gebrekkelijkheden die het gevolg zijn van afmatting, ongevallen of gevaren bij den militairen dienst :

« 1° Voor den officier, ingeval zij hem buiten staat stellen werkelijken dienst te doen en hem de mogelijkheid ontnemen later nog tot den werkelijken dienst terug te keeren;

» 2° Voor de onder-officieren, korporaals, brigadiers en soldaten, ingeval zij dezen buiten staat stellen dienst te doen en in hun bestaan te voorzien. »

Vroeger werden voorloopige pensioenen toegekend. De wet van 1838 schaft die af en vervangt ze door levenslange pensioenen. Artikel 37 bepaalt :

« Al de vroegere reglementen, besluiten, decreten en wetten betreffende de rechten en titels op grond van welke de militaire pensioenen zijn verleend en kunnen worden verleend, evenals die betreffende de vaststelling dezer pensioenen, worden en blijven afgeschaft. »

In weerwil van deze uitdrukkelijke voorschriften heeft het Departement opnieuw de voorloopige pensioenen ingevoerd voor talrijke gevallen van ongeneesbare ziekten. De belanghebbende is verplicht zich elk jaar te doen

onderzoeken en gebeurt het dat hij slechts éénmaal niet opkomt bij dit geneeskundig onderzoek, zelfs nadat hij gedurende tien, vijftien of twintig jaren het voorloopig pensioen heeft genoten, zelfs wanneer de gebrekkelijkheid erger is geworden, dan wordt hij meedoogenloos van de lijst der voorloopig gepensioneerden geschrapt. Dient hij daarna een bezwaarschrift in en wordt het krachtig ondersteund, dan verleent men hem een onderstand die kan worden vernieuwd doch veel minder bedraagt dan het pensioen dat hem eerst was toegekend; na korten tijd wordt zelfs die onderstand afgeschaft.

Er wordt aangevoerd, dat men in 't belang der Schatkist groote voorzorgen moet nemen ten einde bedrog te vermijden en dat daarom het pensioen slechts voorloopig wordt verleend. Deze tegenwerping houdt geen steek, want het pensioen wordt slechts dan verleend, wanneer eene gansche reeks geneesheeren hebben vastgesteld, nadat de belanghebbende maanden lang — soms jaren — in het militaire gasthuis verbleef, dat de ziekte ongeeneeslijk is. Om die voorloopige pensioenen te billijken, heeft de Minister van Oorlog, toen hij den 14ⁿ Juli 1903 op een onzer vragen antwoordde, zich beroepen op eene ministerieele onderrichting van 1833, die door de wet van 1838 was afgeschaft. Wij aanzochten hem er uitleg van te geven, doch den 22ⁿ Juli weigerde hij zulks te doen.

Het bedrag van het pensioen is ontoereikend opdat een man daarmede in zijn bestaan en nog minder in dit van een gezin kunne voorzien: talrijke pensioenen bedragen 274 frank. Welnu, wanneer het is bewezen dat de gebrekkelijke om 't even welken arbeid verricht ten einde zich grootere middelen van bestaan te verschaffen, al waren het maar enkele centiemen per dag, dan wordt hem het pensioen dadelijk onttrokken. Zoo past men n^o 2^o van artikel 8 letterlijk toe, doch zoodanige toepassing is volkomen in strijd met de verklaringen, die werden afgelegd bij de behandeling der wet.

Nog iets: 't is voldoende dat de geneesheer, die met het onderzoek is belast, niet goed gestemd of slecht geluimd zij, om talrijke pensioenen te doen intrekken, en het beroep leidt tot niets.

Naar aanleiding van schreeuwende onrechtvaardigheden, die in de jongste jaren aan het licht werden gebracht, heeft de Kamer een heftig protest doen hooren. Herhaaldelijk richtte de Middenafdeeling vragen tot den Minister van Oorlog, doch deze ontweek het geven van een stellig antwoord; er werd aangedrongen opdat hij een wetsontwerp zou indienen dat dezen onmensche lijken toestand zou verhelpen.

De Kamer wilde eenparig aanvullende kredieten toestaan om aan die ongelukkigen aanzienlijkere hulpmiddelen te verleen; zij werden geweigerd door den Minister, die verklaarde dat hij ze niet noodig had en dat het voor 't verleen van onderstand bestemd krediet bijna was verdriedubbeld binnen een tijdsbestek van tien jaren. Hij vergat er bij te voegen, dat de verhooging van bedoeld krediet werd bekomen ten gevolge van de niet gerechtvaardigde afschaffing van talrijke voorloopige pensioenen.

Om de klachten te stillen, werd het pensioen voorgoed toegekend aan een zeker getal voorloopig gepensioneerden; doch ook in dat geval ging men

op de meest wellekeurige wijze te werk; dat blijkt uit de vergelijking, ter Rekenkamer, van de betalingsstaten der pensioenen van 1903, 1904, 1905, met de staten die daaraan langen tijd voorafgaan. Militairen lijdende aan betrekkelijk weinig erge gebreken werden voorgoed op pensioen gesteld, en bij voortduur werd het voorloopig pensioen of de vernieuwbare onderstand toegekend aan militairen, sedert lange jaren aangedaan van eene gebrekkelijkheid die thans wordt gelijkgesteld met het verlies van 't gebruik van een lichaamsdeel.

Tijdens de beraadslaging over dit wetsvoorstel zal het bewijs worden geleverd van al wat wij hier staande houden.

Den 2ⁿ Juni 1897 beloofde de achtbare heer Vandenpeereboom, Minister van Oorlog, de bij den Spoorweg geldende beginselen toe te passen op hen die in dienst werden gewond: het Departement van Oorlog gaf er volstrekt geen acht op.

Den 7ⁿ Augustus 1901 verklaarde generaal Cousebant d'Alkemade dat « hij ongelukkig gehouden was door de wet, en hij drukte tevens de hoop uit dat wanneer de wet op de arbeidsongevallen in behandeling zou komen, er ook zou worden gedacht aan de militairen die het slachtoffer van ongevallen mochten zijn. »

Den 13ⁿ December 1901 werd een amendement, waarbij werd bedoeld de verzekering van gewonde soldaten, ook verwezen naar de behandeling dier wet; de achtbare heeren de Trooz, Woeste, Hymans en Huysmans, erkennende dat er leemten in de pensioenwet voorkwamen, stelden voor en deden aannemen dat het gansche vraagstuk zou worden verdaagd tot dat men zich zou bezighouden met de behandeling van de wet die de gevallen van onbekwaamheid tot den arbeid zou regelen, of van een afzonderlijk ontwerp, indien het blijken mocht dat gezegd vraagstuk in deze laatste wet niet kon worden opgelost.

Den 19ⁿ Juni 1903 verklaarde de Minister van Oorlog dat « men nooit een pensioen onttrekt, dat elk pensioen, aan een militair verleend, hem zijn leven lang wordt toegekend » — uit de officieele bescheiden blijkt dat dit onnauwkeurig is, — doch tevens gaf hij toe dat er « ontegensprekelijk iets te doen was ». De achtbare heer Delvaux herinnerde dat hij reeds sedert drie jaar daarop had gewezen in zijn verslag; verscheidene leden, katholieken evenals liberalen en socialisten, bevestigden de gegrondheid van de elk jaar herhaalde klachten, en generaal Cousebant sprak letterlijk: « Ik denk dat alvorens voorstellen bij de Wetgevende Kamers in te dienen, het noodig is te wachten totdat de wet op de arbeidsongevallen aangenomen zij; beide vraagstukken zijn verwant, en men zal zich in de eerste plaats moeten gedragen naar de beslissingen van het Parlement. Thans wil ik in deze zaak geen uitspraak doen, doch ik zeg dat een wetsontwerp aan de Kamers zal onderworpen worden ».

Twee jaar en half zijn verlopen sedert deze uitdrukkelijke verbintenis werd aangegaan; de wet op de arbeidsongevallen is sedert lang in werking getreden en nog heeft het Departement van Oorlog den tijd niet gevonden om een ontwerp, dat sedert meer dan twintig jaar noodig werd bevonden door de Kamer, klaar te maken.

Ons wetsvoorstel wil de schreeuwende onrechtvaardigheid, gepleegd door het onttrekken van onderstand aan ongelukkigen die bij den militairen dienst gebrekkelijk zijn geworden en daardoor hun leven lang ten laste van de openbare weldadigheid of van liefdadige lieden vallen, doen ophouden; het bedoelt ook andere onontbeerlijk bevonden hervormingen, als daar zijn: verhooging van 't bedrag van het pensioen, zoowel voor de officieren als voor de andere militairen, — daaronder zijn natuurlijkerwijs begrepen de gendarmen, daar deze ook militairen zijn; — instelling van eene pensioenkas voor de weduwen der militairen van een lageren graad, wijziging van de regelen die voor de pensioenen van weduwen van militairen worden toegepast.

Betreffende dit laatste punt achten wij het noodig de aandacht te vestigen op wat thans geschiedt.

Al de officieren zijn gedwongen bij te dragen tot de kas voor weduwen en weezen, doch de stortingen, door allen gedaan, komen alleen ten goede aan de weduwen van officieren, wier huwelijk door de Regeering werd gemachtigd. Welnu, uitermate strenge voorwaarden worden gesteld voor het huwelijk der officieren; generaal Cousebant verklaarde zelfs officieel ter Kamer dat hij die voorwaarden uitnemend achtte en ze hoegenaamd niet wijzigen zou. Wil de Regeering niets doen op dat gebied, dan zullen de Kamerleden zelf een voorstel moeten indienen

Aan meestal de officieren, althans aan de officieren van lageren graad, zijn, gedurende hunne dienstjaren, zulke geringe jaarwedden verleend dat zij niet de minste besparing kunnen doen. Niet zelden, wanneer de leeftijd voor het pensioen is gekomen, moeten zij schulden betalen, die zij verplicht waren te maken om in staat te zijn, overeenkomstig hunnen stand en rang te leven: duur kostende kleeding, enz. Daarna worden zij op pensioen gesteld met een pensioen waarvan het bedrag te gering is voor de behoeften van onzen tijd.

Een aantal officieren stellen er prijs op, wanneer zij gepensionneerd zijn, den toestand wettig te maken van de vrouw die zij hadden uitverkoren, doch die, jammer genoeg, den bij het reglement vereischten bruidschat niet kon medebrengen, ofschoon zij tot de beste burgerij behoorde. Gedurende meer dan vijf-en-twintig jaar moesten die officieren elke maand stortingen doen in de kas voor weduwen en weezen, en bij hun overlijden, laten zij hun gezin zonder bestaanmiddelen. Hoe zouden zij, met hun gering pensioen en de verplichting toch een zekeren rang op te houden, genoeg kunnen besparen opdat, na hun overlijden, hunne weduwen en hunne kinderen op eigen krachten kunnen voortleven? Over de minste ongesteldheid maken zij zich ongerust uit vrees voor den behoeftigen toestand die hun gezin bedreigt.

Wij houden er aan het te verklaren: het door ons ingediend voorstel is niet ons eigen werk. Het werd, voor een groot deel, ontworpen door den Nationalen Bond van gewezen militairen (Bond de Laveleye), na grondig te zijn bestudeerd door de belanghebbenden; daarna werd het aan de Kamer medegedeeld tot staving van een verzoekschrift waarover wij de eer hadden verslag uit te brengen. Wij hebben enkel, na daarover met de belangheb-

benden te hebben gehandeld, sommige deelen van het voorstel gewijzigd of aangevuld en wij meenen dat het nog verbeterd zal kunnen worden tijdens de bespreking in de Kamer.

Gezien de uitdrukkelijke beloften van den Minister van Oorlog, hadden wij gehoopt dat hij er zich zou op toegelegd hebben eenen toestand te verbeteren, die, zooals hij zelf bekende, jammerlijk is. De tekst van het wetsvoorstel, door den Bond opgemaakt, werd hem medegedeeld.

Daar hij nietemin werkeloos is gebleven, meenden wij zelf handelend te moeten optreden en dienden wij ons wetsvoorstel in. Wij wilden echter aan den Minister de eer overlaten, een soortgelijk ontwerp aan te bieden en daarom hebben wij, alvorens onze toelichting over te leggen, zoo lang gewacht als door het reglement der Kamer wordt veroorloofd, dat is ééne maand. Had de Regeering intusschentijd een ontwerp overgelegd, waarvan de hoofdbepalingen gevolg zouden hebben gegeven aan de wenschen, die zoo dikwijls in deze Kamer werden uitgedrukt, dan zouden wij ons hebben teruggetrokken en ons voorstel laten vervallen door den uitersten termijn niet in acht te nemen.

Er is meer : het hieronder medegedeeld uittreksel uit het verslag van den heer Delvaux over de Begrooting van 1906 — verslag dat wij ontvangen op het oogenblik dat wij de toestemming tot het afdrukken van deze toelichting wilden geven — stelt vast dat het Departement van Oorlog, in 't nauw gebracht door de Middenafdeeling, er eindelijk in toestemt een amendement in te dienen tot verhooging der sommen waarover het beschikt voor verwanten van bij den dienst gedooide militairen en voor gebrekkelijken; het zegt echter niet wanneer een ontwerp zal worden ingediend.

Ziehier wat de achtbare verslaggever schrijft :

« Onmiddellijk na de zorg voor 's lands verdediging, rust op het Departement van Oorlog de verplichting tot het vergoeden van schade, veroorzaakt door een ongeval tijdens den krijgsdienst, zoo voor het slachtoffer zelf als voor dezes familie, wanneer het bezwijkt.

» Herhaaldelijk drongen de Middenafdeeling en haar ondergeteekende verslaggever aan om dit smartelijk vraagstuk op te lossen.

» Voor het oordeel der familiën in zake van krijgsdienst, is niets zoo pijnlijk en jammerlijk dan te moeten zien dat een dezer ongelukkigen, door een ongeval ter kazerne of bij den krijgsdienst buiten staat gesteld om voor zijn bestaan te zorgen, met moeite kan voortleven door middel van ontoereikenden onderstand.

» Sedert de wet van 24 December 1903 in algemeenen zin bepaalde dat de werkmán recht heeft op eene vooraf vastgestelde vergoeding, is de toestand der slachtoffers van ongevallen bij den krijgsdienst eene onverdedigbare uitzondering geworden.

» Ongetwijfeld kan aan dien toestand een einde worden gesteld op voordracht van parlementsleden, en dat zal waarschijnlijk moeten geschieden; doch voor het opstellen van het wetsontwerp zelf ware 't beter geweest dit laatste te steunen op de nauwkeurige en talrijke inlichtingen, welke het Departement bezit.

» Nogmaals wilde de Middenafdeeling dit jaar blijk geven van haar vurig verlangen om tot eene oplossing te geraken en daarom stelde zij den heer Minister van Oorlog onderstaande vraag :

Vraag.

» Is het Departement van Oorlog niet vanzins een wetsontwerp over te leggen, of ten minste de kredieten te verhoogen, ten einde aan de slachtoffers of bij voorkomend geval aan de familiën der slachtoffers van ongevallen bij den krijgsdienst eene vergoeding te verleen, gelijkstaande met die welke wordt toegekend bij de ongevallenwet van 24 December 1903?

» Kan de heer Minister niet van nu af aan littera *D* van artikel 32 verhoogen met eene niet beperkende som van 25,000 frank, en daarin voorzien het geval van overlijden ten gevolge van het ongeval? »

Antwoord.

« Zooals ik den 8^e Maart 1903, tijdens de behandeling der Begrooting van Oorlog voor 1903 verklaarde, vereischt dit thans onderzocht wordend ontwerp zeer ernstige studiën en brengt het in zake van begrooting gevolgen mede die eene overeenkomst met het Departement van Financiën noodig maken. Vooralsnu kan ik niet zeggen wanneer een ontwerp van wet zal worden overgelegd.

» De onderstand, verleend aan verwanten van militairen, gedood bij de uitoefening van hun ambt, of bezweken aan de gevolgen van verwondingen of ziekten, opgedaan naar aanleiding van den dienst, wordt betaald ten laste van hoofdstuk IX, artikel 32, littera *C* der Begrooting.

» Er zal een amendement worden overgelegd, om dit artikel te verhoogen met 25,000 frank. »

De Minister wilde zijn woord niet gestand doen; door niemand kan het dus euvel worden opgenomen dat wij gebruik maakten van het recht dat elk Kamerlid heeft om zelf een voorstel in te dienen.

H. COLFS.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

La loi du 24 mai 1838 est modifiée ainsi qu'il suit :

A. ART. 8. — Dans les cas moins graves, les blessures ou infirmités ne donneront droit à l'obtention de la pension que sous les conditions suivantes :

Aux militaires de tous grades ou assimilés, que si elles les mettent hors d'état de servir activement et leur ôtent la possibilité de rentrer ultérieurement au service actif.

B. ART. 12. — La fixation du taux des pensions pour ancienneté de service se fera : Pour les officiers, pour chaque année de service, à partir de l'âge de 18 ans, à raison d'un soixantième de la moyenne du traitement dont l'intéressé aura joui pendant les cinq dernières années; pour les militaires n'ayant pas grade d'officier, le taux de la pension ne sera pas inférieur à :

1,000 francs pour les sous-officiers;

800 francs pour les caporaux et brigadiers;

600 francs pour les soldats,
pour quarante années de service.

Cependant, les militaires ou membres de l'armée revêtus, effectivement ou par assimilation, du grade de sous-officier, pourront obtenir la pension après vingt ans de service sur la base de 25 francs pour chaque année de service.

C. Les articles 13, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 sont abrogés.

WETSVOORSTEL.**ARTIKEL 1.**

De wet van 24 Mei 1838 wordt gewijzigd als volgt :

A. ART. 8. — In de min ernstige gevallen, geven de wonden of gebrekkelikheden slechts recht tot het bekomen van pensioen onder de volgende voorwaarden :

Aan de militairen van elken graad of daarmede gelijkgesteld, voor zooveel zij hen buiten staat stellen werkelijken dienst te doen en hun de mogelijkheid ontnemen later nog tot den werkelijken dienst terug te keeren.

B. ART. 12. — Het bedrag van de pensioenen berekend naar de dienstjaren wordt aldus bepaald :

Voor de officieren, voor elk dienstjaar, te rekenen van den leeftijd van 18 jaren, op den voet van een zestigste van het gemiddeld bedrag der jaarwedde door den belanghebbende genoten gedurende de laatste vijf jaren ;

Voor de militairen die den rang van officier niet hebben, zal het bedrag van het pensioen niet zijn :

Beneden de 1,000 frank voor de onder-officiieren ;

Beneden de 800 frank voor de korporaals en brigadiers ;

Beneden de 600 frank voor de soldaten, wegens 40 jaren dienst.

Echter kunnen de militairen of leden van het leger, die werkelijk den graad van onderofficier hebben of daarmede gelijkgesteld zijn, het pensioen na twintig jaren dienst bekomen op den voet van 25 frank voor elk dienstjaar.

C. De artikelen 13, 16, 17, 18, 19, 20 en 21 worden ingetrokken.

D. ART. 22. — La pension pour cause de blessures ou infirmités provenant du service et par le fait du service sera toujours réglée sur le traitement affecté au grade que l'intéressé occupait, après qu'une commission médicale mixte, composée en égales parties de médecins civils et militaires, sous la présidence d'un officier supérieur, aura reconnu le bien fondé des droits revendiqués.

Le taux en sera fixé comme suit :

1^o Pour les officiers, au quart de leur traitement augmenté d'un soixantième de celui-ci pour chaque année de service;

2 ^o Pour les sous-officiers fr. 1,200	} minimum.
3 ^o Pour les caporaux et brigadiers . . . 1,000	
4 ^o Pour les soldats . . . 800	

Au cas où la pension serait accordée pour accidents ou infirmités graves (amputation de membres, cécité ou perte de l'usage de membres), les taux fixés aux §§ 1 à 4 ci-dessus seront augmentés comme suit :

1^o Pour les officiers : de façon à leur accorder les $\frac{3}{4}$ de leur traitement;

2^o Pour les militaires de grades inférieurs :

a) Sous-officiers, 1600 francs; b) caporaux et brigadiers, 1200 francs; c) soldats, 1,000 francs minimum.

Aucune pension ne pourra dépasser 7,500 francs.

Au cas où il serait prouvé que l'intéressé se serait volontairement blessé ou exposé à la blessure ou infirmité dans le but d'obtenir la pension, non seulement il ne l'obtiendra pas, mais il subira encore une punition qu'un règlement spécial déterminera selon la gravité du cas.

E. ART. 22^{bis}. — Dans le cas où l'intéressé se croirait lésé dans ses droits, il sera autorisé à en appeler devant le tribunal compétent.

D. ART. 22. — Het pensioen wegens wonden of gebrekkelijkheden voortkomende van den dienst en door den dienst zal altijd worden geregeld naar de jaarwedde toegekend aan den graad dien de belanghebbende had, nadat eene gemengde geneeskundige Commissie, samengesteld uit een gelijk getal burgerlijke en militaire geneesheeren, onder voorzitterschap van een hoofdofficier, de gegrondheid der gevorderde rechten heeft erkend.

Het bedrag daarvan wordt vastgesteld als volgt :

1^o Voor de officieren, het vierde van hunne jaarwedde, verhoogd met een zestigste daarvan voor elk dienstjaar;

2 ^o Voor de onderofficieren. . . . fr. 1,200	} minimum.
3 ^o Voor de korporaals en brigadiers . . . 1,000	
4 ^o Voor de soldaten . . . 800	

Ingeval het pensioen zou worden verleend voor zware ongevallen of gebrekkelijkheden (afzetting van een lichaamsdeel, blindheid of verlies van 't gebruik van lichaamsdeelen), wordt het bedrag, in bovenstaande §§ 1 tot 4 bepaald, verhoogd als volgt :

1^o Voor de officieren : op zoodanige wijze, dat hun de $\frac{3}{4}$ van hunne jaarwedde worden toegekend;

2^o Voor de militairen van lagere graden :

a) Onderofficieren, 1,600 frank; b) korporaals en brigadiers, 1,200 frank; c) soldaten, 1,000 frank minimum.

Geen pensioen mag 7,500 frank te boven gaan.

Ingeval het werd bewezen, dat de belanghebbende zich vrijwillig heeft gewond of zich aan de wonde of gebrekkelijkheid heeft blootgesteld met het doel pensioen te bekomen, zal hij het pensioen niet bekomen en daarenboven nog ondergaan eene straf, bij bijzondere verordening te bepalen volgens de zwaarwichtigheid van het geval.

E. ART. 22^{bis}. — Ingeval de belanghebbende zich in zijne rechten gekrenkt zou achten, zal hij worden gemachtigd zich in beroep te voorzien bij de bevoegde rechtbank.

F. ART. 25. — Les pensions viagères des veuves de militaires morts au service et les secours annuels temporaires accordés collectivement aux orphelins de ces militaires, bien que réglés conformément à la loi du 14 mars 1880, pourront être augmentées par des versements que, de leur vivant, les intéressés auraient pu effectuer à l'une des caisses instituées par la loi du 21 juillet 1844, à celle des veuves d'officiers ou à celle qui est créée par l'article 3.

G. ART. 26. — Ajouter : Ces arrêtés sont insérés textuellement dans le *Journal militaire officiel*.

H. ART. 28. — Le cumul des pensions militaires ainsi que celui des pensions militaires avec d'autres pensions ou traitements payés par l'État est interdit.

Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1^o Le traitement et la pension qui, réunis, n'excèdent pas 1,500 francs ;

2^o Les pensions qui, réunies, n'excèdent pas 1,000 francs.

I. ART. 28^{bis}. — Les militaires pensionnés à qui leur état de santé permettrait d'occuper un emploi civil rétribué par l'État devront, s'ils acceptent cet emploi, opter pour le traitement ou pour la pension.

L'option pour le traitement n'aura d'autre effet que de suspendre la jouissance de la pension aussi longtemps qu'ils toucheront le traitement.

Dans tous les cas, les derniers services seront ajoutés aux précédents pour faire opérer éventuellement une nouvelle liquidation de pension, et ceux qui auront opté pour le traitement continueront à être affiliés à la caisse des veuves et orphelins militaires.

J. ART. 28^{ter}. — Tout militaire quittant l'armée, par démission ou autrement, pourra conserver à sa femme et à ses enfants mineurs leurs droits éventuels à la pension en souscrivant l'engagement, dans les six mois

F. ART. 25 — De levenslange pensioenen der weduwen van in den dienst gestorven militairen en de tijdelijke jaarlijksche onderstandsgelden, aan de weezen dier militairen gezamenlijk verleend, kunnen, alhoewel overeenkomstig de wet van 14 Maart 1880 geregeld, worden verhoogd door stortingen die de belanghebbenden tijdens hun leven mochten hebben gedaan in ééne van de kassen ingesteld bij de wet van 21 Juli 1844, in die der weduwen van officieren of in die ingesteld bij artikel 3.

G. ART. 26. — Daaraan toe te voegen : Deze besluiten worden om de drie maanden opgenomen in het *Journal militaire officiel*.

H. ART. 28. — Het is verboden verscheidene militaire pensioenen alsmede militaire en andere door den Staat betaalde pensioenen of jaarwedden gelijktijdig te genieten.

Van de voorgaande bepalingen zijn uitgesloten :

1^o De jaarwedde en het pensioen die, te zamen, 1,500 frank niet te boven gaan ;

2^o De pensioenen die, te zamen, 1,000 frank niet te boven gaan.

I. ART. 28^{bis}. — De gepensionneerde militairen, aan wie hun gezondheidstoestand zou toelaten eene door den Staat bezoldigde burgerlijke betrekking waar te nemen, moeten, wanneer zij die betrekking aannemen, verklaren wat zij verkiezen : de jaarwedde of het pensioen.

Geven zij de voorkeur aan de jaarwedde, dan heeft dat alleen voor gevolg, dat het genot van het pensioen zal worden opgeschort zoolang zij de jaarwedde trekken.

In elk geval worden de laatste diensten bij de voorgaande gevoegd om, bij voorkomend geval, eene nieuwe pensioensregeling te doen vaststellen en zij, die zich voor de jaarwedde verklaarden, blijven aangesloten bij de kas der militaire weduwen en weezen.

J. ART. 28^{ter}. — Elke militair die het leger verlaat, tengevolge van ontslagneming of anderszins, kan voor zijne vrouw en minderjarige kinderen hun eventueel recht op pensioen behouden door, binnen de zes

qui suivront son départ, de continuer les versements à la caisse et en opérant ces versements.

ART. 2.

Les statuts de la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée seront modifiés en leur article 5, en vue de permettre aux officiers qui se marient après leur mise à la retraite de participer à cette caisse, même si la fiancée n'a pas constitué la dot requise des officiers en activité.

ART. 3.

Dans le but de venir en aide d'une façon plus efficace aux militaires en dessous du grade d'officier devenus temporairement infirmes au service et qui ne se trouvent pas dans les conditions prescrites pour obtenir la pension, sans toutefois s'être risqués volontairement aux blessures ou infirmités, une caisse spéciale sera instituée au Département de la Guerre, qui en aura la direction administrative.

Cette caisse sera alimentée par une retenue minime à opérer sur la rémunération et par les intérêts provenant de l'actif disponible à la caisse de remplacement.

ART. 4.

La pension provisoire d'un an est et reste abrogée. La situation des militaires auxquels cette pension a été supprimée sera régularisée par l'octroi d'une indemnité équivalant au montant de la pension non perçue et d'une pension viagère, s'il est constaté par la commission médicale mixte que les blessures ou infirmités qui avaient motivé l'allocation de la pension perdurent.

maanden die op zijn vertrek volgen, de verbintenis aan te gaan de stortingen in de kas voort te zetten en door deze stortingen te doen.

ART. 2.

Artikel 5 van de statuten der Kas voor de weduwen en weezen van de officieren des legers zal worden gewijzigd ten einde aan de officieren, die in den echt treden nadat zij op pensioen zijn gesteld, toe te laten deel te hebben aan deze Kas, zelfs wanneer de bruid niet heeft gestort den bruidschal vereischt voor de officieren in werkelijken dienst.

ART. 3.

Met het inzicht doelmatiger hulp te verleen aan de militairen beneden den graad van officier, die tijdelijk gebrekkelijk zijn geworden in dienst en niet voldoen aan de vereischten tot het bekomen van het pensioen, zonder zich nochtans vrijwillig te hebben blootgesteld aan wonden of gebrekkelijkheden, wordt eene bijzondere kas ingesteld bij het Ministerie van Oorlog, dat daarover het beheer zal hebben.

Deze kas wordt in stand gehouden door eene geringe afhouding op de vergelding en door de interesten voortkomende van het beschikbaar actief bij de kas van plaatsvervang.

ART. 4.

Het voorloopig pensioen van één jaar is en blijft afgeschaft. De toestand van de militairen, aan wie dat pensioen werd onttrokken, zal worden geëffend door eene vergoeding gelijkstaande met het bedrag van het niet ontvangen pensioen en door hun het levenslang pensioen toe te kennen, indien het door de gemengde geneeskundige commissie wordt vastgesteld dat de wonden of gebrekkelijkheden, die het toekennen van het pensioen rechtvaardigden, blijven voortduren.

ART. 5.

Cette revision produira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1907, et le Budget de la Dette publique sera augmenté de la somme nécessaire à son exécution.

ART. 6.

Les lois des 9 avril 1841, 25 février 1842, 9 mars 1863, 23 mai 1888 et 2 juillet 1896 sont abrogées.

ART. 7.

Les articles 2 et 3 de la loi de 1840 sont abrogés.

ART. 8.

Toutes les pensions militaires actuellement existantes seront révisées en conformité avec la présente loi.

ART. 9.

Les règlements, arrêtés et instructions actuellement en vigueur seront revus et corrigés dans le sens des modifications ci-dessus indiquées.

ART. 5.

Die herziening zal hare uitwerking hebben van 1 Januari 1907 af en de Begrooting der Openbare schuld zal worden verhoogd met de voor hare uitvoering noodige som.

ART. 6.

De wetten van 9 April 1841, 25 Februari 1842, 9 Maart 1863, 23 Mei 1888 en 2 Juli 1896 worden afgeschaft.

ART. 7.

De artikelen 2 en 3 der wet van 1840 worden ingetrokken.

ART. 8.

Al de thans bestaande militaire pensioenen zullen overeenkomstig deze wet worden herzien.

ART. 9.

De thans van kracht zijnde verordeningen, besluiten en onderrichtingen zullen worden herzien en verbeterd in den zin van de wijzigingen hierboven.

H. COLFS.

J. MAENHAUT.

LÉON MABILLE.

A. LEFEBVRE.

ALPHONSE GRAVIS.

THIENPONT.

